

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-35 du 24 octobre 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. D. Trump impose des droits de douane de 25% sur les camions et pièces à compter du 1^{er} novembre
2. Le département au Trésor américain sanctionne deux majors pétrolières russes et leurs filiales
3. Les États-Unis et l'Australie concluent plusieurs accords de partenariats

Climat – énergie – environnement

4. Le Secrétaire à l'énergie américain et le Ministre qatari de l'Énergie demandent le retrait de la CS3D dans une lettre adressée aux États membres de l'Union européenne

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

5. Les déclarations de Donald Trump sur l'importation de bœuf argentin suscitent de fortes réactions des éleveurs américains

Numérique et innovation

6. Le *Department of Commerce* annonce l'ouverture d'une consultation sur son futur programme d'exportation d'IA

Santé

7. L'administration américaine prépare une enquête sur les politiques de tarification des médicaments étrangers

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. D. Trump impose des droits de douane de 25% sur les camions et pièces à compter du 1^{er} novembre

Dans le cadre d'une [proclamation](#) publiée vendredi soir, accompagnée d'une [fact sheet](#), D. Trump impose, à compter du 1^{er} novembre, un droit de 25% sur les camions moyens et lourds et leurs pièces, ainsi qu'un droit de 10% sur les autobus (cf. importations visées en [annexe](#) de la proclamation).

- A noter que l'UE ne bénéficie pas d'une réduction de droits de douane dans le cadre de ces nouvelles mesures.
- Cette proclamation entérine également l'extension et prolongation jusqu'en 2030 du mécanisme incitatif à l'assemblage final aux États-Unis, identique à celui applicable aux véhicules légers, désormais étendu aux camions. Cette franchise de droits de douanes sur les pièces importés s'établit dans la limite de 15% de la valeur du véhicule assemblé aux États-Unis.

2. Le département au Trésor américain sanctionne deux majors pétrolières russes et leurs filiales

Le 22 octobre, le département au Trésor américain a [sanctionné](#) Lukoil et Rosneft, deux majors pétrolières russes, ainsi qu'une trentaine de leurs filiales. La désignation a été accompagnée par la publication de trois licences générales par l'*Office of Foreign Assets Control* (OFAC) afin de permettre aux opérateurs le désengagement des activités de Lukoil et Rosneft ([Licence 126](#), [Licence 127](#), [Licence 128](#)). Les trois licences expireront sous un délai de 30 jours, soit au 21 novembre 2025.

3. Les États-Unis et l'Australie concluent plusieurs accords de partenariats

A l'issue d'une rencontre dans le Bureau Ovalé lundi 20 octobre entre le Président Donald Trump et le Premier ministre australien Anthony Albanese, la Maison Blanche a publié une [factsheet](#) intitulée « *President Donald J. Trump Closes Billion-Dollar Deals with Australia* » annonçant la conclusion d'accords dans divers domaines (défense, technologie, espace, minéraux critiques). Canberra s'est notamment engagé à augmenter ses investissements sur le territoire américain à hauteur de 1 440 milliards de dollars d'ici 2035, afin de soutenir l'emploi et l'innovation.

Concernant les minéraux critiques, les deux chefs d'Etats ont signé un cadre d'accord (*framework*) prévoyant notamment l'investissement de plus de 3 milliards de dollars durant les six prochains mois dans les projets de minéraux critiques.

Brèves

- Le 23 octobre, le département du Trésor a [sanctionné](#) deux individus pour leur soutien à la coalition des gangs haïtiens, Viv Ansanm.
- Le 22 octobre, le département du Trésor a [sanctionné](#) trente-six entités pour leur implication dans le complexe militaro-industriel russe.

Climat – énergie – environnement

4. Le Secrétaire à l'énergie américain et le Ministre qatari de l'Energie demandent le retrait de la directive européenne dite « CS3D » dans une lettre adressée aux Etats membres de l'Union européenne

Le Département de l'Energie a [publié](#) le 22 octobre une lettre cosignée par le Secrétaire à l'Energie américain Chris Wright et le Ministre d'état qatari de l'Energie Saad Sherida Al-Kaabi demandant le retrait de la directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité dite « CS3D » ou, a minima la suppression de plusieurs articles de la directive jugés les plus problématiques. Après avoir rappelé que les États-Unis et le Qatar, en tant que fournisseurs majeurs de gaz naturel liquéfié (GNL) à l'Union Européenne (UE), sont « profondément attachés à la prospérité et à la stabilité de l'UE », ils expriment leurs « graves préoccupations » quant aux effets potentiellement négatifs de la CS3D, et précisent qu'elle pose « dans sa forme actuelle » un risque « existentiel » pour l'économie européenne, pour l'accessibilité et la fiabilité de l'énergie, et pour l'attractivité des investissements étrangers. Ils indiquent également que son maintien pourrait questionner la conformité à l'accord commercial signé cet été entre les Etats-Unis et l'Union Européenne.

Brèves

- Le Secrétaire à l'énergie C. Wright a [signé](#) le 22 octobre l'autorisation finale d'exportation pour le projet Venture Global CP2 LNG situé en Louisiane. Ce projet doit permettre

l'exportation de 3,96 milliards de pieds cube par jour (Bcf/j) de gaz naturel liquéfié (GNL) américain vers les pays n'ayant pas d'accord de libre-échange (ALE) avec les Etats-Unis (environ 112 M m³/j). Le Département de l'énergie (DoE) indique que depuis le début du second mandat du président D. Trump, il a autorisé plus de 13,8 Bcf/j d'exportations de GNL (environ 390 M m³/j).

- Le Département de l'énergie (DoE) a [annoncé](#) le 21 octobre un nouvel appel d'offres visant à acheter un million de barils de pétrole brut pour des livraisons à la Réserve stratégique de pétrole (SPR) sur le site de Bryan Mound, prévues pour décembre 2025 et janvier 2026. Le DoE précise que la participation à l'appel d'offre est réservée aux entreprises américaines ou aux filiales américaines d'entreprises internationales, avec du pétrole brut provenant de la production américaine. Le DoE précise que cet achat est financé par les fonds alloués par la loi de réconciliation budgétaire du 4 juillet 2025 (One Big Beautiful Bill Act), d'un montant total de 171 millions USD visant à la reconstitution de la SPR. Le DoE précise que la SPR contient actuellement un peu plus de 400 millions de barils, pour une capacité totale de 700 millions de barils. Le DoE précise également que la SPR a été fortement affaiblie par le retrait de 180 millions de barils effectué par l'administration précédente en 2022, ce qui avait engendré près de 280 millions USD de coûts, retardé des travaux d'entretien essentiels et provoqué une usure sans précédent des infrastructures de stockage et d'injection.
- La Maison Blanche a [publié](#) le 20 octobre un article indiquant que la moyenne nationale du prix de l'essence, selon GasBuddy, est tombée à 2,98 \$ le gallon (3,785 L), soit le prix intrajournalier le plus bas depuis quatre ans. L'article indique que les prix devraient rester à ce niveau dans un avenir prévisible. L'article souligne que cette baisse est attribuée à l'engagement sans relâche du président D. Trump en faveur de la production énergétique américaine, qui porte ses fruits.
- Le président D. Trump et le Premier ministre australien A. Albanese ont [signé](#), le 20 octobre, un accord-cadre visant à sécuriser leurs approvisionnements en minerais et métaux critiques ainsi qu'en terres rares (voir article n°3). L'accord prévoit la mobilisation d'au moins 1 milliard USD d'investissements, l'accélération de la délivrance des permis miniers, et le développement des étapes d'extraction, de traitement et le recyclage dans les deux pays. L'accord prévoit également l'élaboration d'un cadre commun de tarification et

de protection des marchés face aux pratiques commerciales déloyales et la création du « U.S.-Australia Critical Minerals Supply Security Response Group », qui coordonnera le plan d'action de mise en œuvre de l'accord.

- Le Département de l'énergie (DoE) a [publié](#) le 16 octobre sa « Feuille de route pour la science et la technologie de la fusion » (FS&T Roadmap), une stratégie nationale visant à accélérer le développement et la commercialisation de l'énergie issue de la fusion nucléaire. Celle-ci est articulée autour de trois axes principaux : i) construire les infrastructures essentielles pour combler les lacunes en matière de matériaux et de technologies de la fusion ; ii) innover grâce à la recherche avancée, au calcul haute performance et à l'intelligence artificielle ; iii) croître en développant l'écosystème américain de la fusion par des partenariats public-privé, des pôles régionaux de fabrication et la formation de la main-d'œuvre. Le DoE rappelle qu'avec plus de 9 milliards USD d'investissements privés déjà consacrés à des démonstrations de plasma en combustion et à des prototypes de réacteurs, il pilote un effort national pour combler les briques technologiques manquantes, notamment en termes de matériaux, de systèmes de confinement, de cycle du combustible et d'ingénierie des installations.

Industrie

Brèves

- Le 17 octobre 2025, les actions de Volvo AB ont [enregistré](#) leur plus forte baisse en six mois après que le constructeur de camions a averti que le ralentissement de la demande, déclenché par les incertitudes liées aux droits de douane, se prolongera jusqu'à l'année prochaine. Volvo a prévu, vendredi, une baisse des immatriculations de camions en Amérique du Nord pour 2026, le directeur général Martin Lundstedt évoquant une incertitude croissante liée aux droits de douane envisagés par le président Donald Trump. Volvo a également enregistré une baisse des commandes et des résultats inférieurs au troisième trimestre.
- Le 22 octobre 2025, le groupe Tesla a [annoncé](#) lors d'une conférence téléphonique avec ses investisseurs une chute record de 37% de son bénéfice net au troisième trimestre 2025 à 1,4 Md\$, et ce malgré une augmentation des ventes de véhicules par rapport à la même période l'année dernière.

L'entreprise précise avoir dû réduire le prix de ses véhicules, pour augmenter les ventes et compenser les mesures douanières sur les matières premières et les composants importés, générant ainsi moins de bénéfices.

- Le 21 octobre 2025, General Motors a [procédé](#) à une double annonce en dévoilant d'une part une révision à la hausse de sa prévision de bénéfice annuel entre 12 et 13 Md\$, contre 10 à 12,5 Md\$ précédemment. Le groupe précise que l'impact des droits de douane sur son résultat et les pertes financières sur le secteur des véhicules électriques seront moins importants que prévus, provoquant une hausse de +15% des actions du groupe dans la journée. Dans le même temps, General Motors a [annoncé](#) mettre fin à la production de son fourgon électrique BrightDrop à Ingersoll en Ontario, une semaine après l'annonce de Stellantis de déplacer la production d'un nouveau véhicule électrique de l'Ontario vers l'Illinois. La décision de General Motors, justifiée par une demande en baisse et la fin du crédit d'impôt fédéral pour les véhicules électriques, entraînera le licenciement de 1200 emplois. Selon la presse, Mélanie Joly, la ministre canadienne de l'industrie, a précisé que le gouvernement canadien exerçait une pression forte sur Stellantis car le groupe est juridiquement engagé après avoir reçu des fonds publics, contrairement à General Motors dont la décision est motivée par les mauvais résultats commerciaux de son fourgon.
- Le 23 octobre 2025, Ford a [annoncé](#) une baisse de ses bénéfices pour le troisième trimestre 2025, principalement en raison d'un incendie dans l'usine de Novelis – son principal fournisseur d'aluminium – à Oswego dans l'Etat de New York. Les dégâts causés par l'incendie, qui a perturbé la production de pick-up et SUV, sont estimés entre 1,5 et 2 Md\$ pour Ford. Le constructeur s'attend désormais à un bénéfice révisé à hauteur de 6 à 6,5 Md\$, contre 7,5 Md\$ estimés initialement. Ford a également précisé prévoir un rattrapage de la production et des ventes associées l'année prochaine, ce qui a conduit à une hausse de +3,3% des actions du groupe dans la foulée.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 21 octobre 2025, le fabricant de jouet Mattel a [annoncé](#) une baisse de ses ventes sur le troisième trimestre 2025 de -6%

par rapport aux prévisions, soit 1,74 Md\$ au lieu de 1,84 Md\$, en raison du retard des commandes des distributeurs dû à l'incertitude concernant les mesures tarifaires. Suite à cette annonce, les actions du groupe ont chuté de 5% à la clôture des marchés. Mattel, qui avait augmenté les prix de ses jouets en partie pour absorber l'imposition des droits de douane sur ses produits principalement fabriqués en Chine, souligne cependant s'attendre à une reprise au quatrième trimestre à l'approche des fêtes de fin d'année

- Selon la [presse](#), le distributeur américain Target a acté dans un mémo interne le licenciement de 1000 de ses employés et la fermeture de 800 postes vacants, soit 8% de ses effectifs dans le monde. Cette décision, justifiée par l'entreprise comme une volonté d'optimisation de l'organisation de Target, intervient dans le cadre d'une restructuration du groupe suite à une baisse de ses ventes et l'arrêt d'initiatives sur les programmes de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI).

Agriculture et industrie agroalimentaire

5. Les déclarations de Donald Trump sur l'importation de bœuf argentin suscitent de fortes réactions des éleveurs américains

Le président Trump a [annoncé](#) le 19 octobre son intention d'augmenter les importations de bœuf en provenance d'Argentine afin de faire baisser les prix au bénéfice du consommateur américain. Fin août 2025, les prix de la viande bovine avaient augmenté de [14,9%](#) en année glissante. Il a [réitéré](#) cette volonté de baisse des prix, le 22 octobre, par un post sur Truthsocial destiné aux éleveurs en leur rappelant les mesures positives qu'il a prises en leur faveur.

La National Cattlemen's Beef Association ([NCBA](#)), la U.S. Cattlemen's Association ([USCA](#)) et le syndicat agricole généraliste proche des démocrates, la National Farmers Union ([NFU](#)), ont toutes dénoncé une annonce jugée déstabilisatrice pour le marché, inefficace pour faire baisser les prix et dangereuse pour leurs revenus. Les organisations professionnelles des éleveurs, qui ont soutenu Donald Trump lors de sa réélection, ont souligné les difficultés rencontrées par la filière, et notamment des coûts de production très élevés qui minent leur rentabilité sur un cheptel qui, par ailleurs, se situe au niveau le plus bas depuis 75 ans.

Cette annonce a également suscité l'opposition de plusieurs responsables politiques, y compris au sein du camp républicain. Ainsi, le commissaire texan à l'Agriculture, Sid Miller, et la sénatrice Deb Fischer (R-Nebraska), ont fait part de leurs réserves. Dans un [post](#) publié sur X, Deb Fischer a appelé à privilégier des mesures qui renforcent la compétitivité du secteur plutôt que de faire baisser les prix.

Une [analyse](#) de DTN/Progressive Farmer relativise grandement l'impact d'une éventuelle augmentation des importations de bœuf argentin sur le marché américain. En effet, les importations américaines de viande de bœuf sont déjà en forte croissance et la part de l'Argentine y est très marginale. L'auteur de l'étude rappelle que les importations totales de viande bovine ont enregistré une hausse notable, atteignant 2,1 millions de tonnes, soit 37 % et 440 000 tonnes de plus depuis 2022. L'Argentine n'est que le 8^e fournisseur des Etats-Unis avec une part de marché de 2% sur la période. Cette hausse continue des importations qui se poursuit depuis le début de l'année 2025 n'a pas fait baisser les prix de marché. L'étude explique également la croissance des exportations de viande bovine sur la période récente en raison de la baisse des importations de bétail vivant du Mexique liée à l'infection du ver à vis du Nouveau Monde.

Sans tenir compte de la viande bovine canadienne ou mexicaine pour laquelle les échanges commerciaux s'effectuent librement avec les Etats-Unis, les Américains appliquent des droits de douane préférentiels dans la limite de [quotas](#) d'importation de 700 000 tonnes, dont seulement 20 000 tonnes pour l'Argentine. Selon plusieurs sources, des discussions seraient en cours en vue d'une possible augmentation de ce quota à 80 000 tonnes. Cette augmentation resterait donc limitée par rapport aux quotas totaux actuels. Aucune décision officielle n'a, à ce stade, été annoncée par la Maison-Blanche. La secrétaire à l'Agriculture, Brooke Rollins, a déclaré que la priorité du gouvernement demeure la reconstitution progressive des troupeaux domestiques, considérée comme une condition préalable à la stabilisation durable de l'offre et des prix sur le marché intérieur.

Brèves

- Malgré la fermeture de l'administration fédérale (*shutdown*), le département américain de l'Agriculture (USDA) a décidé de [débloquer](#) 3 Md\$ d'aides agricoles. La secrétaire Brooke Rollins a [annoncé](#) la reprise des activités essentielles de la Farm Service Agency (FSA), notamment le traitement des prêts agricoles et les paiements des programmes de

couverture des risques ([ARC](#)) et de couverture des pertes de prix ([PLC](#)). Les employés mobilisés continueront à exercer leurs fonctions sans rémunération jusqu'à la fin du blocage budgétaire.

- Le *shutdown* compromet la continuité des aides du Supplemental Nutrition Assistance Program (SNAP), principal programme d'aide alimentaire aux plus démunis. À compter du 1^{er} novembre, vingt-cinq États, dont la Californie, le Mississippi et le New Jersey, ont annoncé la suspension des versements faute de crédits fédéraux. En Pennsylvanie, le département des services sociaux a [interrompu](#) les paiements depuis le 16 octobre, tandis que l'Oregon prévoit [d'arrêter](#) les prestations après le 31 octobre. La poursuite du programme en novembre nécessiterait un versement d'urgence de 8 Md\$. Par ailleurs, les financements d'urgence de 300 M\$ alloués au programme d'aide nutritionnelle pour les femmes, les nourrissons et les enfants seront [épuisés](#) d'ici la fin octobre, selon l'association WIC.

Numérique et innovation

6. Le *Department of Commerce* annonce l'ouverture d'une consultation sur son futur programme d'exportation d'IA

Le 21 octobre, le *Department of Commerce* (DoC) a [annoncé](#) le lancement prochain d'un appel à contributions, dont une [version préliminaire](#) a été publiée, pour dessiner les contours de son programme d'exportation d'offres intégrées d'IA (« AI Stack »).

Cette consultation, fait suite à l'AI Action Plan et à l' [Executive Order](#) promulgué par D. Trump le 23 juillet sur la « promotion de l'exportation des technologies américaines d'IA » ([voir flash du 5 septembre 2025](#)). Ce dernier avait confié au DoC la mission de créer un programme destiné à structurer une offre intégrée de technologies américaines d'IA — comprenant centres de données, modèles et applications — à exporter dans des pays tiers. Cette offre, baptisée *US AI Technological Stack*, serait portée par des consortiums d'entreprises volontaires, bénéficiant d'un appui financier et opérationnel de l'administration américaine.

L'appel à contributions, adressé en priorité aux entreprises technologiques américaines et internationales, vise notamment à recueillir leurs observations sur la conception de ces consortiums, la structuration de l'offre technologique intégrée, les marchés cibles à

privilégier ainsi que les modalités de participation d'acteurs non américains.

Le DoC a précisé que la consultation resterait ouverte pendant 30 jours à compter de la publication finale du texte, dont la date n'a pas encore été communiquée. Parallèlement, le Département a annoncé la création d'un [site web](#) et d'une équipe dédiée à la mise en œuvre du futur programme.

Brèves

- Le 16 octobre, Deel, spécialiste des logiciels de gestion des ressources humaines et de la paie, a [annoncé](#) une levée de fonds de série E de 300 millions de dollars, dirigée par un consortium de fonds de capital-risque. Cette opération porte la valorisation de l'entreprise à 17,3 Md\$.
- Le 17 octobre, Google a [annoncé](#) la fin de son initiative *Privacy Sandbox*, un laboratoire visant à développer de nouveaux standards web et technologies censés être plus protecteurs de la vie privée des utilisateurs en ligne.
- Le 21 octobre, OpenAI a dévoilé [Atlas](#), un moteur de recherche basé sur son agent conversationnel ChatGPT. Selon la startup, Atlas intègre les interactions passées des utilisateurs pour personnaliser l'expérience de recherche et propose, dans sa version premium, un agent IA conçu pour automatiser certaines tâches. Atlas a été rendu accessible gratuitement à tous les utilisateurs de ChatGPT sur macOS, avec une sortie prévue prochainement sur Windows, iOS et Android.
- Le 23 octobre, [Anthropic](#) et [Google](#) ont annoncé un partenariat selon lequel Google fournira à la startup d'IA des Tensor Processing Units (TPU), des puces spécialement conçues pour l'entraînement et l'inférence des modèles d'IA. Dans le cadre de cet accord, Google livrera des TPU d'une valeur de « plusieurs dizaines de milliards de dollars », offrant une puissance de calcul supérieure à 1 gigawatt en 2026.

Santé

7. L'administration américaine prépare une enquête sur les politiques de tarification des médicaments étrangers

Le Financial Times a [rapporté](#) le 22 octobre que l'administration américaine serait sur le point de lancer une enquête sur les politiques de tarification des médicaments de pays tiers. Cette enquête, sur le

fondement de la Section 301 du Trade Act de 1974, serait menée par le Bureau du Représentant au Commerce américain (USTR), et pourrait conduire à l'imposition de nouveaux droits de douane ou autres sanctions commerciales sur les importations originaires de pays dont les politiques de tarification des médicaments seraient jugées trop déséquilibrées. Elle viendrait s'ajouter à l'enquête déjà [menée](#) depuis avril par le Département du Commerce sur les importations de médicaments sur la base de la Section 232 du Trade Expansion Act de 1962, pour raisons de « sécurité nationale », dont les résultats sont encore attendus. En plus d'autres mesures prises par l'administration Trump afin d'inciter les entreprises pharmaceutiques à baisser le prix des traitements qu'elles commercialisent aux Etats-Unis, dont la négociation d'accords tels que ceux conclus récemment entre la Maison Blanche et les entreprises américaine Pfizer [voir [Brèves sectorielles du 3 octobre 2025](#)] et britannique AstraZeneca (accord [annoncé](#) le 10 octobre), cette nouvelle menace sur les partenaires commerciaux des Etats-Unis serait destinée à inciter les pays tiers à prendre des mesures pour augmenter le prix des traitements commercialisés sur leurs territoires, et donc à réduire l'écart entre les prix des médicaments pratiqués aux Etats-Unis et à l'étranger. Selon plusieurs études citées par le Financial Times, les prix pratiqués aux Etats-Unis seraient en effet trois fois plus importants en moyenne qu'à l'étranger. Pour certains médicaments innovants, tel que le traitement contre l'obésité Ozempic développé par le danois Novo Nordisk, l'écart de prix serait particulièrement significatif (936 \$ pour un mois de traitements aux Etats-Unis, contre 147 \$ au Canada et 83 \$ en France).

Brèves

- Le 17 octobre, au travers d'un commentaire écrit [soumis](#) en réponse à une consultation citoyenne de la Food and Drug Administration (FDA), l'entreprise de produits de santé de grande consommation américaine Kenvue a appelé cette agence fédérale à renoncer à son projet de changement des standards d'étiquetage des médicaments contenant de l'acétaminophène, tels que le Tylenol commercialisé par Kenvue, pour y mettre en valeur les possibles liens entre l'ingestion de cet ingrédient actifs par les femmes enceinte et l'apparition de troubles du développement neurologique comme l'autisme chez l'enfant [voir [Brèves sectorielles du 26 septembre 2025](#)]. Kenvue a rappelé dans son commentaire écrit qu'un tel lien n'avait jamais été prouvé en plusieurs décennies de recherche scientifique.

- Le 17 octobre, dans un commentaire écrit [soumis](#) en réponse à la consultation publique lancée par le Département du Commerce dans le cadre de son enquête sur les importations d'équipements de protection sanitaire et autres dispositifs médicaux, menée sur la base de la Section 232 du Trade Expansion Act de 1962, AdvaMed, la fédération représentant l'industrie des dispositifs médicaux aux Etats-Unis, a formulé une douzaine de recommandations. Parmi celles-ci, elle a proposé la mise en place d'un accord commercial avec les pays partenaires de l'OTAN et autres alliés des Etats-Unis, aux termes duquel ces pays ne seraient pas soumis à des droits additionnels en raison notamment du caractère équilibré de leurs échanges de dispositifs médicaux avec les Etats-Unis. Elle a également appelé à ce que tout éventuel droit additionnel découlant de l'enquête soit mis en vigueur de manière graduelle, et soit accompagné d'autres mesures destinées à favoriser l'innovation et la production de médicaments aux Etats-Unis, telles que des procédures accélérées d'approbation des demandes de mise sur le marché de nouveaux traitements.
- Le 20 octobre, le géant pharmaceutique américain Merck a [annoncé](#) le début de la construction d'un nouveau « centre d'excellence pour la fabrication pharmaceutique » sur son site d'Elkton, dans l'Etat de Virginie. Représentant un montant d'investissement de 3 Md\$, la construction de ce centre représente une partie des 70 Md\$ que l'entreprise s'est engagée à investir aux Etats-Unis dans les prochaines années, et pourrait conduire à la création de plus de 500 emplois à temps plein.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)